

Unité inter-Départementale 19, 23, 87
Site de Guéret
17 Place Bonnyaud
23 000 Guéret

Guéret, le 01/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOURNAUD MECANIQUE GENERALE

6 LES CHARRAUDES
23 260 Crocq

Références : UiD232025-078
Code AIOT : 0100293047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement TOURNAUD MECANIQUE GENERALE implanté 6 LES CHARRAUDES - 23 260 Crocq. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOURNAUD MECANIQUE GENERALE
- 6 LES CHARRAUDES - 23 260 Crocq
- Code AIOT : 0100293047
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site n'était pas connu des services de l'Inspection des installations classées.

Le contrôle, basé sur le Code de l'environnement, a porté principalement sur la situation administrative du site, afin de s'assurer que les activités ne relèvent pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I - point 7.6.	Demande d'action corrective	1 jour
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 7.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant (sous réserve)	2 mois (sous réserve)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Produits chimiques (possession des fiches de données de sécurité)	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
3	Produits chimiques (mesures de maîtrise des risques)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Accessibilité des extincteurs	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques justificatifs sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L.511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées [...]

Constats :

Au travers des échanges, l'exploitant a apporté différentes informations relatives aux activités du site, qui ont pu être complétées par les précisions recueillies lors de la visite des installations. Il ressort de cet ensemble les éléments suivants pour les rubriques citées :

- rubrique 2560 (travail mécanique des métaux) : la puissance souscrite auprès du fournisseur d'électricité est de 130 kW. Sur les documents présentés, relatifs aux années 2024 et 2025, la puissance maximum atteinte dépasse celle souscrite pour le mois de février 2025, sans atteindre le seuil de 150 kW (seuil du régime de la déclaration de la rubrique), en notant que les documents ne fournissent cette donnée que pour 5 mois de l'année 2024 et 4 mois pour l'année 2025. Par ailleurs, bien que le parc machines apparaisse conséquent, l'exploitant a précisé que quelques unes ne sont plus utilisables, que concernant les autres machines, leur emploi de manière simultanée est limité par la puissance du transformateur (160 kVA de mémoire selon la personne rencontrée) situé dans un local attenant à l'atelier et que cette puissance n'est jamais atteinte pour tenir compte de la marge de sécurité.
- rubrique 2940 (application de peinture) : il existe une cabine de peinture utilisée une fois par mois, la quantité de peinture utilisée étant au maximum de 3 kg/j, soit inférieure au seuil du régime déclaratif de 10 kg/j.
- rubrique 1978 - point 4 ou point 5 (solvants organiques) : le dégraissage des pièces se fait à l'aide d'un solvant appliqué au chiffon ou pinceau, la quantité utilisée par an étant d'environ 400 litres, soit inférieure au seuil le plus contraignant du régime déclaratif de 1 tonne.
- Rubrique 2565 (traitement de surfaces) : un équipement de vibro-abrasion,
- rubrique 4718 (gaz inflammables liquéfiés): une bouteille de gaz propane transportable ainsi qu'une citerne,
- rubrique 4719 (acétylène) : 2 bouteilles (34 kg chacune), soit une quantité totale inférieure au seuil du régime de la déclaration de 250 kg,
- rubrique 4725 (oxygène) : 2 bouteilles (52 kg chacune), soit une quantité totale inférieure au seuil du régime de la déclaration de 2 tonnes,
- rubriques 2561 (trempé, revenu, recuit), 2562 (bains de sels fondus), 2563 (nettoyage lessiviel), 2564 (nettoyage par solvants), 2566 (traitement thermique), 2567 (galvanisation, étamage), 2910 (installations de combustion): le site n'est pas concerné par ces activités.

Au regard de ce qui précède et afin de conclure sur le positionnement vis-à-vis des rubriques 2560, 2565 et 4718 de la nomenclature, il est attendu les précisions suivantes, à transmettre à l'Inspection dans un délai de 2 mois :

- un justificatif de la puissance du transformateur,
- le volume de la cuve de l'équipement de vibro-abrasion,
- le tonnage de la citerne de gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Produits chimiques (possession des fiches de données de sécurité)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35

Thème(s) : Produits chimiques, /

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, l'Inspection a demandé la fiche de données de sécurité du produit à base de solvant utilisé pour le dégraissage des pièces. Ce document a été présenté de manière dématérialisée.</p> <p>Comme évoqué lors de l'inspection, il est rappelé au besoin les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fiches de données de sécurité sont facilement accessibles par le personnel, - à chaque nouveau produit (avec ou sans changement de fournisseur), il convient de s'assurer de l'envoi de la FDS correspondante.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Produits chimiques (mesures de maîtrise des risques)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription a été abordée sous l'angle du rappel, en particulier pour ce qui concerne les rubriques 7 (Manipulation et stockage) et 8 (Élimination) des fiches de données de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I - point 7.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté une zone de brûlage de déchets.</p>

Quand bien même le site ne relèverait pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (l'arrêté ministériel précité ne serait alors pas applicable), le brûlage des déchets à l'air libre est interdit, en application du Code de l'environnement. Aussi, cette pratique de brûlage de déchets est à cesser de suite et à remplacer par une gestion adaptée à chaque type de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).
Constats : Lors de la visite des parties extérieures, il a été constaté l'absence, au niveau de la zone de stockage des déchets liquides, d'abri et de rétention, ainsi que la présence de traces d'effluents dans le regard d'eaux pluviales à proximité, provenant très probablement des récipients stockés. Quand bien même le site ne relèverait pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (l'arrêté ministériel précité ne serait alors pas applicable), il est rappelé que les produits et déchets en attente d'évacuation sont à stocker dans des conditions limitant les risques notamment pour l'environnement. À l'inverse, dans le cas où les éléments fournis dans le cadre du point de contrôle N°1 aboutiraient à la conclusion que le site relève de la législation des installations classées, il serait alors attendu, dans un délai de 2 mois suivant cette conclusion, une description des actions prises ou envisagées alors accompagnées d'un échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites (sous réserve)
Proposition de suites : (sous réserve) Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : (sous réserve) 2 mois

N° 6 : Accessibilité des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs [...] facilement accessibles.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de l'atelier, il a été constaté que l'accès à quelques extincteurs était rendu difficile de par la présence de divers objets.</p> <p>Quand bien même le site ne relèverait pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (l'arrêté ministériel précité ne serait alors pas applicable), il est rappelé que, pour des raisons de sécurité et d'intervention rapide, les moyens de lutte contre l'incendie doivent être bien visibles et facilement accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>